



# Gilets jaunes»: radiographie sociologique et culturelle d'un mouvement

Par [Jérôme Fourquet](#)

**ÉTUDE - Une note de l'Ifop pour la Fondation Jean-Jaurès met en lumière les fractures sociales, culturelles, géographiques et symboliques d'un mouvement désormais inscrit dans la durée.**

Samedi dernier a eu lieu dans de nombreuses villes l'acte X de [la mobilisation des «gilets jaunes»](#). À partir du moment où ce mouvement est parvenu à s'inscrire dans la durée en dépit des annonces présidentielles du 10 décembre et du lancement du [grand débat](#), il convient de l'appréhender non plus seulement comme le réceptacle des mécontentements à l'encontre d'Emmanuel Macron mais comme un phénomène social

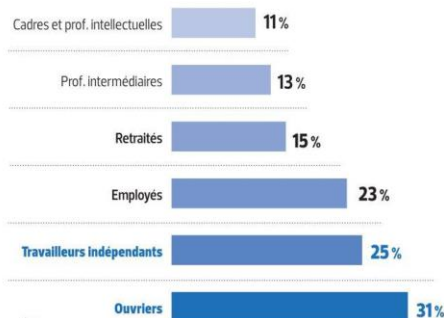
## Une polarisation croissante

PROXIMITÉ AVEC LE MOUVEMENT DES « GILETS JAUNES », en %



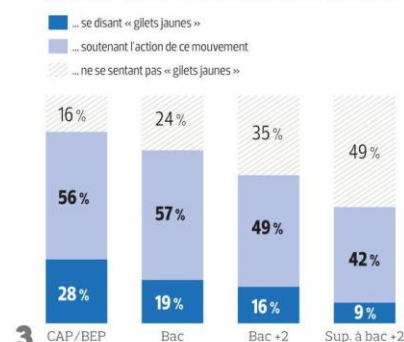
## Les « gilets jaunes » se recrutent d'abord dans les milieux populaires

PROPORTION DE PERSONNES SE DÉFINISSANT COMME « GILETS JAUNES » DANS LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES SOCIO-PROFESSIONNELLES, en %



## Le rapport au mouvement est très indexé sur le niveau de diplôme...

PROXIMITÉ AVEC LE MOUVEMENT DES « GILETS JAUNES » SELON LE NIVEAU DE DIPLÔME, en %



autonome (1). Même si la mobilisation sur le terrain a nettement décliné, le fait que 16 % des Français se définissent comme « gilets jaunes » et que 44 % autres affichent leur sympathie pour un mouvement inexistant il y a encore quelques semaines encore illustre la réalité du phénomène (graphique 1).

sur la piste de la forte polarisation socioculturelle qu'a générée ce mouvement.

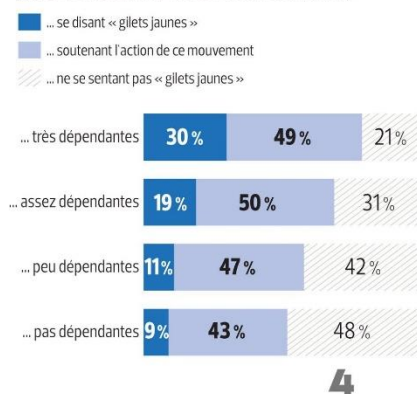
## Une fracture culturelle

28 % des titulaires d'un CAP/BEP se sentent «gilets jaunes». Cette proportion s'établit à 19 % parmi les bacheliers et à 16 % au sein des bac + 2 mais chute à 9 % seulement parmi les détenteurs d'un diplôme supérieur à bac + 2. Signe du très fort antagonisme socioculturel de ce mouvement, la part des personnes ne s'identifiant pas et n'ayant pas de sympathie pour les «gilets jaunes», grimpe en flèche en fonction du niveau d'études (graphique 3).

Les artisans et les agriculteurs partagent ainsi un même univers culturel avec les employés et les ouvriers, qui comme eux ont souvent arrêté leurs études avant ou juste après le bac. Du fait de la stratification éducative à l'œuvre dans la société française, la distance culturelle est en revanche très importante entre ces populations et d'autres groupes sociaux. L'analyse détaillée par profession le confirme: alors que la question du pouvoir d'achat est majeure dans les revendications, la dimension culturelle joue un rôle central dans l'attitude vis-à-vis de ce mouvement. Les professeurs des écoles et les instituteurs, qui ne bénéficient pourtant que d'un niveau de salaire modeste, ne sont ainsi que 8 % à se définir comme «gilets jaunes» contre 26 % des artisans ou 33 % des agriculteurs, qui gagnent moins ou autant qu'eux mais sont nettement moins diplômés. De la même façon, les groupes très diplômés - professeurs et professions scientifiques d'une part, cadres d'entreprise d'autre part - affichent des taux d'identification au mouvement quasiment identiques et très faibles (respectivement 8 % et 6 %). Par-delà leur différence statutaire (fonctionnaires versus salariés du privé) et de salaire (les professeurs étant moins payés que les cadres), leur important bagage scolaire génère manifestement une homogénéité de point de vue face à cette mobilisation, perçue comme émanant principalement des milieux les plus modestes mais surtout les moins éduqués du pays. Ce mouvement a ainsi suscité des réactions de mépris culturel comme en témoignent par exemple les réactions hostiles et désobligeantes de nombreux lecteurs du *Monde* à la suite d'un article dressant le portrait d'un couple de jeunes parents impliqués dans le mouvement des «gilets jaunes».

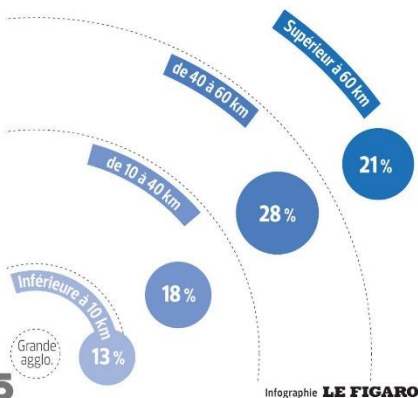
### ... et sur le degré de dépendance à la voiture dans sa vie quotidienne

PROXIMITÉ AVEC LE MOUVEMENT DES « GILETS JAUNES » SELON LE DEGRÉ DE DÉPENDANCE À LA VOITURE, en %



### Les « gilets jaunes » et la France périurbaine

PROPORTION EN % DE PERSONNES SE DÉFINISSANT COMME « GILETS JAUNES » SELON LA DISTANCE À LA GRANDE AGGLOMÉRATION\* LA PLUS PROCHE \*Plus de 200 000 habitants



Infographie LE FIGARO

## Forte identification dans les milieux populaires

Seuls 11 % des cadres supérieurs et des professions intellectuelles se sentent «gilets jaunes». Cette identification est également inférieure à la moyenne parmi les professions intermédiaires (13 %). Ce cœur de la classe moyenne se situe donc comme les cadres à bonne distance du mouvement qui résonne en revanche bien davantage parmi les catégories populaires. 31 % des ouvriers, 23 % des employés mais aussi 25 % des travailleurs indépendants (commerçants, artisans, petits chefs d'entreprise et agriculteurs) se sentent en effet «gilets jaunes» (graphique 2).

Alors que traditionnellement le clivage était fort entre indépendants et salariés, ces populations font cette fois front commun, ce qui est assez inédit. Ainsi, la base du mouvement poujadiste en 1956 était sociologiquement nettement plus étroite. D'après les données de l'Ifop, s'il suscitait la sympathie de 71 % des commerçants et de 65 % des artisans, seuls 33 % des ouvriers, 29 % des employés et 28 % de ceux que l'on appelait à l'époque les «cultivateurs» éprouvaient un tel sentiment vis-à-vis du mouvement qui mobilisa d'abord le monde de la boutique et de l'atelier. Un tel enclavement socioprofessionnel n'affecte pas aujourd'hui les «gilets jaunes». Ce front commun entre des groupes professionnels habituellement assez opposés nous met

**Le spectaculaire déclin du catholicisme et du communisme, qui ont servi de matrices unifiantes pendant des décennies, associé à la montée en puissance de l'autonomisation des individus, a eu raison de cette organisation de la société en silos**

Jusqu'au début des années 1980, la société s'organisait autour d'un affrontement entre la droite et la gauche. Dans ces deux silos se côtoyaient différentes classes sociales. Chacun de ces silos était parvenu à agréger autour d'un compromis de classes et d'une vision du monde commune différents fragments de groupes sociaux dans une coalition électorale et sociologique. À gauche, on trouvait des ouvriers communistes mais aussi des enseignants, des intellectuels. De la même façon qu'à droite se retrouvaient des commerçants, des bourgeois mais aussi des paysans et des ouvriers dans certaines régions. Malgré leurs différences sociologiques, ces blocs se réunissaient autour de valeurs communes. Le spectaculaire déclin du catholicisme et du communisme, qui ont servi de matrices unifiantes pendant des décennies, associé à la montée en puissance de l'autonomisation des individus, a eu raison de cette organisation de la société en silos. Il n'y a plus désormais qu'une juxtaposition des couches sociales et culturelles. Du fait du dépérissement des grands courants de pensée (catholicisme, communisme, gaullisme) qui servaient de ciment entre les différents groupes sociaux qui s'y rattachaient, il n'y a plus aujourd'hui d'interconnexions entre les différentes strates. Cette évolution majeure de la structuration de notre société a été considérablement amplifiée par les effets de la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur qui a abouti à une nouvelle stratification éducative de la société. Comme l'a bien analysé Emmanuel Todd, nous sommes passés en quelques décennies d'une société homogène sur le plan du niveau d'éducation avec seulement une petite fraction de diplômés du supérieur et une grande masse de peu ou non diplômés à un millefeuille beaucoup plus hétérogène. C'est ce que mettent en lumière le mouvement des «gilets jaunes» et les réactions à son encontre. Le haut du millefeuille ne comprend pas voire condamne le mouvement alors que le bas le soutient beaucoup plus massivement.

L'attitude des enseignants est de ce point de vue révélatrice. Dans le sillage des «gilets jaunes», certains d'entre eux ont lancé le mouvement des «stylos rouges» pour eux aussi revendiquer une amélioration de leur pouvoir d'achat et de meilleures conditions de travail. Ces mots d'ordre sont pleinement en phase avec ceux des «gilets jaunes». Il y a quelques décennies, ce qu'on appelait le mouvement ouvrier aurait organisé et coordonné ces revendications dans un front commun sur la base d'une alliance de classes. Cette matrice

unifiante n'existe plus et le fossé culturel issu de la stratification éducative de la société est béant, les enseignants étant le groupe professionnel se reconnaissant le moins dans le mouvement des «gilets jaunes».

## **L'homme de la route contre l'homme de la rue**

Cette fragmentation de la société sur la base du capital culturel s'est articulée avec une fracture géographique ou plus exactement de mode de vie. Alors que la crise des «gilets jaunes» s'installe dans la durée et que les revendications deviennent plus institutionnelles (le référendum d'initiative citoyenne), le profil des personnes se définissant comme «gilets jaunes» deux mois après le début du mouvement demeure toujours fortement indexé sur le degré de dépendance à la voiture (*graphique 4*).

Parmi les personnes se disant très dépendantes de la voiture au quotidien, le taux d'identification atteint 30 %. Il est de 19 % parmi celles se disant assez dépendantes mais il plonge à 10 % parmi les individus se déclarant peu ou pas dépendants de l'automobile au quotidien.

Ayant débuté par une protestation contre la hausse des taxes sur le carburant, ce mouvement demeure donc dans sa sociologie comme dans ses lieux et modes d'action très structuré autour de la question des déplacements en voiture. Les ronds-points restent les principaux points de rassemblement et les péages autoroutiers continuent de faire l'objet de très nombreuses actions (péages gratuits, destructions...). Vinci, le principal concessionnaire autoroutier, a ainsi indiqué que plus de deux cent cinquante de ses sites ont été dégradés dont quinze ont été incendiés, certains plusieurs fois. Notamment dans le sud de la France, avec de très importants dégâts infligés aux péages de Perpignan, Narbonne, Agde, Nîmes, Orange, Bollène ou encore Le Muy ou Bandol.

**Dans certains départements ruraux, c'est l'intégralité des radars qui ont été détruits ou sévèrement endommagés**

De la même manière, le parc de radars automatiques, qui cristallisent encore davantage la rancœur depuis la mise en place des 80 km/h, a été particulièrement ciblé. Sur les 3200 radars déployés sur le territoire, près de 20 % avaient déjà été vandalisés au printemps et à l'été consécutivement à l'annonce puis à la mise en place des 80 km/h. Ce changement de la réglementation s'était

traduit par une explosion du nombre de personnes flashées: de 240.000 en juillet 2017 à près de 500.000 en juillet 2018, mois de l'entrée en vigueur de cette décision. Cet emballement s'inscrivait dans une tendance de déjà très nette augmentation des recettes des radars automatiques ces dernières années.

D'après l'association 40 Millions d'automobilistes, près de quatre cents radars furent vandalisés en juillet 2018 contre à peine une centaine habituellement. Ces actes de dégradation voire de destruction ont considérablement augmenté avec le déclenchement du mouvement des «gilets jaunes». À la mi-janvier, le ministre de l'Intérieur indiquait que plus de 60 % du parc de radars automatiques était hors service. Si en zone urbaine et dans les grandes métropoles, où les «gilets jaunes» sont moins présents et où la dégradation des radars est plus risquée qu'en rase campagne, ces appareils ont été relativement épargnés, dans certains départements ruraux c'est l'intégralité des radars qui ont été détruits ou sévèrement endommagés.

## Un soutien indexé sur la distance aux villes

La cartographie des actions de blocage ou de regroupement des «gilets jaunes» est conforme à la forte dépendance à la voiture. La France des «gilets jaunes», c'est d'abord celle de l'étalement urbain. Le taux d'identification atteint son climax dans le grand périurbain, où résident les pendulaires qui doivent faire plusieurs dizaines de kilomètres au quotidien. Les sondés résidant à moins de 10 kilomètres du centre d'une aire urbaine de 200 000 habitants ne sont que 13 % à se définir comme «gilets jaunes». Ce taux monte à 18 % dans les communes situées entre 10 et 40 kilomètres puis à 28 % entre 40 et 60 kilomètres avant de redescendre à 21 % passé la limite des 60 kilomètres, qui correspondent à des zones très rurales avec moins d'interactions avec la grande agglomération (*graphique 5*). Cette variable géographique de la distance au cœur des aires métropolitaines vient amplifier la dimension sociologiquement marquée du soutien au mouvement. Ainsi, si l'on considère le seul groupe composé des employés, ouvriers et indépendants, le taux d'identification au mouvement varie très significativement selon les lieux de résidence. Les milieux populaires et les indépendants vivant à moins de 10 kilomètres du cœur d'une grande agglomération sont 21 % à se dire «gilets jaunes». Ce taux explose pour atteindre 39 % entre 40 et 60 kilomètres. C'est parmi les actifs peu diplômés résidant dans le grand périurbain que se situe l'épicentre de ce mouvement. Dans ces territoires, l'usage de la voiture est indispensable

notamment pour aller travailler et le degré de dépendance à l'automobile constitue un trait fédérateur entre les différents groupes sociaux qui le peuplent. Si, dans les villes, le quidam est l'homme de la rue, dans le périurbain, le quidam est l'homme de la route. L'abaissement de la vitesse maximale à 80 km/h, puis la hausse des prix à la pompe et des taxes sur les carburants ont été perçus par ces hommes de la route comme une remise en cause de leur mode de vie périurbain et une atteinte à leur liberté de circuler. Les professionnels de la route et de la logistique sont d'ailleurs surreprésentés dans ce mouvement. D'après les données de l'Ifop, c'est parmi les chauffeurs routiers que la proportion de personnes se disant «gilets jaunes» est la plus élevée (36 %). Éric Drouet, l'une des principales figures du mouvement, est lui-même chauffeur routier et la seule organisation syndicale qui a appelé ses membres à rejoindre le mouvement est FO-transports. Maxime Nicolle, alias Fly Rider, autre figure du mouvement, est quant à lui intérimaire dans le secteur du transport.

**D'après les données de l'Ifop, c'est parmi les chauffeurs routiers que la proportion de personnes se disant «gilets jaunes» est la plus élevée (36%)**

Autre indice de la surreprésentation de ces professions dans le mouvement, parmi la délégation de cinq «gilets jaunes» que la secrétaire d'État Emmanuelle Wargon a reçue en marge du déplacement présidentiel à Grand Bourgtheroulde, le 15 janvier, figurait un chauffeur routier et un cariste et la première revendication qu'ils mirent sur la table fut: «Pourquoi les carburants ne sont-ils pas taxés au même niveau que les produits de première nécessité? Ça pèse très lourd dans le budget des ménages...» D'autres décisions des pouvoirs publics avaient par le passé mis en tension des groupes sociaux au nom de la défense de leur mode de vie dans un territoire. Ainsi par exemple de la modification des dates de chasse aux oiseaux migrateurs et aux gibiers d'eaux qui a donné naissance au mouvement CPNT (Chasse, pêche, nature et traditions). Dans certaines régions, ce type de chasse constitue une dimension importante de l'identité de leurs populations. CPNT débuta, comme les «gilets jaunes», par des actions de terrain, parfois musclées, avant de se lancer dans l'arène électorale. Mais s'il sut agréger localement différents segments de la population (agriculteurs, artisans, employés et ouvriers), la défense de la chasse constituait un ciment nettement moins fédérateur que la lutte contre le matraquage fiscal des automobilistes. L'audience de ce mouvement se cantonna à certains territoires relativement circonscrits (baie de Somme, Brière, estuaire de la Gironde, Languedoc, delta du Rhône...) alors que le mouvement des «gilets jaunes» a rencontré un écho dans toute la France périurbaine et une bonne

partie de la France rurale. De la même manière, les parallèles entre les «bonnets rouges» et les «gilets jaunes» sont nombreux. Dénonçant l'écotaxe, qui pénaliserait économiquement une région périphérique comme la Bretagne, très dépendante du transport routier, les «bonnets rouges» avaient eux aussi mobilisé sur une base régionale et identitaire différents groupes sociaux. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si ce mouvement avait repris comme hymne la chanson de Gilles Servat *La Blanche Hermine* qui commence par la phrase «J'ai rencontré ce matin devant la haie de mon champ / Une troupe de marins, d'ouvriers, de paysans». Mais cette agrégation de catégories sociales diverses, pour réelle qu'elle ait été, ne s'est produite que dans une zone géographiquement circonscrite, le Centre-Bretagne.

## La France des invisibles veut se montrer

Caristes, aides-soignantes, artisans, intérimaires, chauffeurs routiers, caissières, ouvriers, femmes de ménage, c'est toute une population exerçant des métiers de production ou de services faiblement rémunérés qui s'est retrouvée sur les ronds-points de France. Peu valorisées, ces fonctions de logistique, de services à la personne et de production sont principalement concentrées à bonne distance des grandes métropoles. Cet éloignement géographique contribue à accroître l'invisibilité sociale, médiatique et politique de ces hommes et femmes qui un peu partout en France ont décidé de se rappeler au bon souvenir du reste de la société en endossant leur «vêtement de haute visibilité».

**C'est dans ces lieux symbolisant l'opulence des métropoles mondialisées que des «gilets jaunes» venant de la France périphérique défilent voire s'affrontent avec les forces de l'ordre depuis deux mois**

Les manifestations se déroulant chaque samedi à Paris et dans les grandes métropoles participent de cette volonté d'acquiescer une visibilité auprès de cette France d'en haut géographiquement, économiquement, et culturellement de plus en plus distante. À Paris, les lieux retenus pour défilé comme les Champs-Élysées, la place de l'Étoile ou l'Opéra ne correspondent pas aux traditionnels itinéraires des défilés syndicaux, mais sont parmi les plus touristiques et les plus emblématiques de la Ville Lumière. Le mot d'ordre de l'acte VIII, le 5 janvier, était d'ailleurs: «Investir les places symboliques», les «gilets jaunes» étant appelés à se rassembler places des Brotteaux et Bellecour à Lyon, place de la Bourse à Bordeaux, place du Capitole à Toulouse ou encore place

Castellane à Marseille. Et c'est dans ces lieux symbolisant l'opulence des métropoles mondialisées que des «gilets jaunes» venant de la France périphérique défilent voire s'affrontent avec les forces de l'ordre depuis deux mois. À Paris, comme dans les grandes villes de province, l'essentiel des cortèges n'est en effet pas constitué par des habitants de la ville ou de ses banlieues proches. À Paris, ce sont principalement des provinciaux qui «montent à la capitale» comme en témoignent les nombreux drapeaux régionaux arborés ou le profil des personnes interpellées, quasiment toutes originaires de la France périphérique. Les habitants de grande banlieue venant par exemple de Seine-et-Marne (comme Éric Drouet ou Priscillia Ludosky) ou du sud de l'Essonne, comme Christophe Dettinger, le «boxeur gilet jaune», sont également présents.

Tout se passe comme si toute une partie de la France décrite par Nicolas Mathieu dans son livre *Leurs enfants après eux* (Actes Sud, prix Goncourt 2018) avait décidé, après des années de résignation et d'humiliation ressentie, de donner de la voix. En investissant les beaux quartiers des métropoles, c'est cette demande de considération et cette colère trop longtemps rentrée qui s'expriment désormais depuis deux mois comme l'exprime Jean-Pierre, venu de Pithiviers (Loiret, à 100 kilomètres de Paris) interviewé par Le Monde: «Ils (les habitants de ces quartiers condamnant la violence et la casse, NDLR) nous demandent de se mettre à leur place, mais eux sont incapables de se mettre à la nôtre. Crever en silence, c'est fini.» On mesure à ces mots l'écart béant existant aujourd'hui entre le haut et le bas du millefeuille français. Le grand débat national parviendra-t-il à résorber ces fractures?

ARTICLE PUBLIÉ SUR [WWW.GAULLISME.FR](http://WWW.GAULLISME.FR)  
LE 23 JANVIER 2019